

Qu'est-ce que la concurrence fiscale ?

Hubert Kempf, Sorbonneco, 12 mai 2015

**Qu'est-ce que la concurrence fiscale et d'où vient-elle ? Qui y gagne et qui y perd ?
Hubert Kempf nous invite à comprendre les mécanismes et les enjeux qui conduisent les territoires à entrer dans ce processus de concurrence fiscale.**

Exploitation pédagogique

1. Quand on parle de « concurrence fiscale », qui se fait concurrence et sur quoi ?
2. Pourquoi se faire concurrence par l'impôt ?
3. Quel rapport y a-t-il entre mobilité des facteurs de production et concurrence fiscale ?
4. Qui peut gagner à la concurrence fiscale ?
5. Quels sont les perdants de la concurrence fiscale ?
6. Pourquoi l'auteur parle-t-il de « course vers le bas » ?

Corrigé

1. La concurrence fiscale s'exerce entre des entités publiques collectrices d'impôt. Elle peut avoir lieu au sein d'un pays : ce sont alors des collectivités locales comme des communes, des départements ou des régions qui se font concurrence entre elles en modifiant les niveaux d'imposition (changement de l'assiette fiscale ou des taux d'imposition). Elle s'exerce aussi à l'échelle internationale entre États.
2. L'objectif de cette « concurrence fiscale » est d'attirer les activités sur son territoire pour y créer de la richesse et des emplois.
3. Dans une économie mondialisée, les facteurs de production, capital et travail, sont mobiles. Les firmes transnationales font des choix de localisation de leurs activités en fonction de plusieurs variables ; le poids de la fiscalité est un des éléments pris en compte dans les décisions d'implantation. Les migrations de travailleurs renvoient à la mobilité de la main-d'œuvre. La fiscalité ne joue un rôle que pour la main-d'œuvre hautement rémunérée qui peut chercher à échapper à l'impôt en s'établissant dans des pays à plus faible imposition.
4. D'un côté, les contribuables (parmi les entreprises et les ménages) qui ont le pouvoir de profiter des écarts de fiscalité. Ce sont les firmes de grande taille et des ménages à hauts revenus. De l'autre, les États et les collectivités qui parviennent à tirer leur épingle du jeu, c'est-à-dire à être les plus attractifs.
5. Symétriquement, ce sont les agents les moins mobiles qui perdent à la concurrence fiscale étant donné que l'assiette de l'impôt se concentre sur eux. En ce sens, la concurrence fiscale participe à la montée des inégalités. Par exemple, le Conseil des prélèvements obligatoires (institution associée à la Cour des comptes) a montré que les PME en France sont nettement plus imposées que les entreprises du CAC 40.
6. « La course vers le bas » ou encore le « moins-disant fiscal » correspond à la baisse des taux d'imposition résultant de ce processus. Ainsi, la mise en concurrence fiscale des territoires réduit les rentrées d'impôt des administrations publiques et, par là, la capacité des pouvoirs publics à financer leurs interventions.